



L E S M I N U T E S A É M A

#6

RENCONTRE AVEC  
ANNE MUXEL ET JEAN-LUC IZARD  
MAI 2022

## S O M M A I R E

- 00 LES RENCONTRES AÉMA
- 01 L'INTRODUCTION  
DE PASCAL MICHARD
- 02 L'INTERVENTION  
D'ANNE MUXEL
- 03 L'INTERVENTION  
DE JEAN-LUC IZARD
- 04 ÉCHANGES,  
APPROFONDISSEMENTS ET  
PERSPECTIVES
- 05 CONCLUSION
- 06 A PROPOS DES  
INTERVENANTS

## *Anticiper le futur pour mieux comprendre le monde*

Quels sont les contours de notre destinée commune ?  
Comment bâtir le monde de demain autour des valeurs de solidarité, d'équité, de partage, de protection et d'apports mutuels dont le mutualisme se revendique ?

Les Rencontres Aéma participent de cette volonté d'Aéma Groupe, Groupe mutualiste de protection qui fédère Aésio, la Macif et Abeille Groupe (ex Aviva France), de mieux comprendre notre monde pour construire la protection de demain.

Cette volonté s'articule autour de quatre grands enjeux au cœur du questionnement d'Aéma Groupe et dont chacun constitue un enjeu d'avenir dans notre projet de vie en commun :

- Les solidarités territoriales
- Les solidarités générationnelles
- L'avenir de la protection sociale
- Le numérique éthique

Sur chacun de ces sujets majeurs, les Rencontres Aéma s'organisent autour de personnalités, acteurs publics, chercheurs, acteurs de l'économie sociale et solidaire, dont les actions, les réflexions et l'observation du monde constituent autant de regards éclairants sur notre société.

Cette rencontre avec Pierre Rosanvallon, sur le thème de l'avenir de la protection sociale a eu lieu le 4 avril 2022 au siège d'Aéma Groupe.



## L'INTRODUCTION DE PASCAL MICHAARD

*« La société peut rentrer dans l'entreprise pour que l'entreprise soit pleinement légitime dans la société. »*

Nous sommes un groupe mutualiste, nos deux maisons d'origine, Macif et Aésio Mutuelle, sont deux acteurs résolument engagés dans les valeurs mutualistes, dans l'organisation de la solidarité entre ses membres. Ses acteurs sont fiers d'être des membres actifs de l'économie sociale et solidaire. Ce que nous essayons de revendiquer, c'est qu'un autre modèle d'entreprise est possible ; la société peut rentrer dans l'entreprise pour que l'entreprise soit pleinement légitime dans la société. Notre mission est de prévenir, réparer les risques qui peuvent survenir dans la vie de chacun, anticiper le futur pour aider les 11 millions de Français qui nous font confiance.

Merci Anne Muxel d'être présente aujourd'hui, vous êtes directrice de recherche de science politique au CEVIPOF, le Centre de recherches politiques de Sciences Po. A travers vos travaux, vous analysez les attitudes et comportements notamment liés aux nouvelles formes d'expression politique ainsi que le rapport des individus au vote. Vous vous êtes également spécialisée dans l'étude du rôle de la mémoire dans la transmission intergénérationnelle.

Merci également à vous d'être présent Jean-Luc Izard, administrateur général de l'État, vous avez été conseiller du directeur de la sécurité sociale, après avoir été le directeur adjoint du cabinet d'Olivier Véran. Vous vous êtes attelé au chantier le plus explosif depuis longtemps, la réforme des retraites, dont vous avez été le principal artisan puisque vous avez été le directeur de cabinet d'un secrétaire d'État chargé des Retraites et de la Santé.

L'échange de ce soir sera axé sur l'avenir de la protection sociale, et la manière dont on peut agir de manière plus éclairée dans la cité.

Merci à vous tous d'être là, vous qui êtes de réels penseurs et praticiens de la solidarité.

## L'INTERVENTION D'ANNE MUXEL

### *La démocratie en crise*

**François Miquet-Marty** : Nous sommes ravis de poursuivre ces échanges sur ces notions de solidarité et de protection sociale qui sont de plus en plus importantes dans notre société actuelle. Anne Muxel, experte des mutations de la société, et même au-delà, des comportements politiques, vient de publier *L'Autre à distance*, avec le beau sous-titre « *Quand une pandémie touche à l'intime* ». C'est un livre très sensible, analytique, qui traite de la vie des gens. L'objectif de cet échange est de réfléchir aux mutations actuelles de la société avec Anne Muxel et ensuite de voir concrètement ce qu'il est possible de faire grâce à l'intervention de Jean-Luc Izard.

Une question générale, d'abord pour vous Anne Muxel, vous qui travaillez depuis plusieurs années sur les mutations sociétales qu'on observe, notamment liées à la transmission entre les générations, on assiste aujourd'hui à une floraison de regards portés sur notre société, certains disent qu'il y a le haut et le bas, le centre et la périphérie, le *somewhere* et l'*anywhere*... Quelles sont les grandes lignes de force que vous voyez, vous ? On a tendance à dire que notre société s'effrite, c'est une société qui ne fait plus société d'une certaine manière. Quel regard vous portez sur cette dynamique ?

**Anne Muxel** : Merci pour ces questions auxquelles je ne pourrai pas répondre (rire). Merci déjà pour votre invitation et à tous d'être là. Vous l'avez compris, M. Le Président Pascal Michard a rappelé mes différents champs de travaux, de recherches. J'aborde beaucoup de thématiques au travers de la transmission générationnelle et des mutations sociétales. Je pourrai revenir sur la question des jeunes, sur les formes de politisation, sur la mémoire, mais pour tirer un premier fil, j'aurais envie de revenir sur la question de la démocratie et de la confiance.

C'est bien là la question la plus importante aujourd'hui dans notre société et qui peut expliquer nombre de disfonctionnements, de malentendus. La démocratie repose sur trois piliers fondamentaux, la confiance, la représentation et la participation. Il y a pourtant une crise de la représentation politique qui hypothèque l'action publique et l'action politique et crée beaucoup de malentendus dans la réception de la politique par les citoyens. Ce qui pose problème aussi c'est la participation active et la responsabilité des citoyens. Jusqu'à présent l'élection présidentielle était assez épargnée par l'abstention mais le dernier scrutin nous a montré que ce moment démocratique était lui aussi atteint.

« IL Y A (...) UNE CRISE DE LA REPRÉSENTATION POLITIQUE QUI HYPOTHÈQUE L'ACTION PUBLIQUE ET L'ACTION POLITIQUE ET CRÉE BEAUCOUP DE MALENTENDUS DANS LA RÉCEPTION DE LA POLITIQUE PAR LES CITOYENS. »

## La dégradation de la confiance entre citoyens

Il y a un décalage grandissant entre le modèle idéal de la démocratie et le ressenti des citoyens. Au CEVIPOF on mesure cette défiance à l'égard du personnel politique et des institutions de la société, qui se creuse d'année en année. La dernière vague de notre enquête a montré que 57 % des Français considèrent que la démocratie ne fonctionne pas bien dans notre pays. Une opinion qui a gagné 8 points depuis le printemps 2021, on voit bien là peut-être aussi les conséquences de la crise sanitaire. On voit là une défiance qui ne cesse de s'accroître. Avec la méfiance, vient aussi la lassitude dont font état près de 4 Français sur 10, un chiffre qui a fortement augmenté.

Tout d'abord, le sujet c'est l'état de la confiance entre les citoyens. Cette confiance entre les citoyens doit obéir en premier lieu à des logiques d'affinités, de réseaux. Cette dégradation de la confiance existe aussi entre les citoyens, elle ne cesse de se creuser, à part la famille qui focalise un maximum de confiance, tout le reste de l'entourage social suscite aujourd'hui des réactions de méfiance et de moindre confiance que par le passé. Un autre indicateur permet de mesurer cela, la confiance que les Français ont dans les personnes d'une autre nationalité : en 2009, 72 % des Français déclaraient leur faire confiance, aujourd'hui ce niveau de confiance a perdu 10 points.

## La pandémie a fait de l'autre une menace

« ON A DÉVELOPPÉ DES RÉFLEXES ANTINOMIQUES DES INSTINCTS HABITUELS.

NOUS AVONS EU L'OBLIGATION DE RÉPONDRE À CETTE INJONCTION PARADOXALE, DE S'AIMER ET DE SE TENIR À DISTANCE. »

Avec la pandémie, la défiance atteint le cercle des proches, de la famille. Souvenez-vous des injonctions des autorités publiques pendant cette période : « *si vous aimez vos proches, ne vous approchez pas d'eux* ». On a développé des réflexes antinomiques des instincts habituels. Nous avons eu l'obligation de répondre à cette injonction paradoxale, de s'aimer et de se tenir à distance, de rester loin les uns des autres pour être ensemble. Cela ne sera pas sans laisser de conséquences, quelque chose de notre altérité affective ne pourra plus se jouer. On a appris à se méfier les uns des autres.

Cette période nous a obligés à redéfinir notre façon d'être dans l'espace, on est restés en lien mais à distance. Toute rencontre supposait alors une prise de risque et je crois que la pandémie a profondément entaché cette confiance entre les citoyens et le sentiment de cohésion nationale. Seuls 40 % des Français considèrent que la France est une nation unie et 56 % pensent que nous sommes plutôt un ensemble de communautés qui cohabitent les unes avec les autres. Il y a là une relative tension entre l'unité et la fragmentation.

## Le déficit de confiance envers les décideurs

« LES FRANÇAIS SE SENTENT  
ÉLOIGNÉS DU MONDE, MAL  
REPRÉSENTÉS PAR LES ÉLUS. »

Le deuxième point, sans doute le plus problématique, c'est le déficit de confiance des citoyens à l'égard des gouvernements, et au-delà envers les décideurs. Ce déficit de confiance pèse profondément sur notre système.

Près de 6 Français sur 10 ne font pas confiance au parlement en France. Et 7 Français sur 10 ne font pas confiance au gouvernement.

De plus, 77 % d'entre eux pensent que les responsables politiques ne se préoccupent pas d'eux. Le pacte de confiance apparaît mis à mal, en tout cas dans la perception des citoyens. C'est la perception qui pose problème, et cette difficulté à renverser cette représentation. Les Français se sentent éloignés du monde, mal représentés par les élus.

L'abstention témoigne de cette défiance, dont les citoyens se saisissent pour certains pour exprimer leur distanciation au champ politique ou pour exprimer leur mécontentement politique. L'abstention fait partie de la panoplie des usages politiques pour s'exprimer, le vote blanc aussi en fait partie. Une majorité de Français sont d'ailleurs pour la reconnaissance du vote blanc.

Il faut aussi voir dans la propagation des idées complotistes l'impact de la dégradation de cette confiance sociétale, à un autre degré de pénétration. Lors d'un travail avec Olivier Galland au sujet de la pénétration des idées radicales, on s'était rendu compte qu'une majorité de lycéens, qui ont fait leur parcours scolaire en France, ne sont pas complètement sûrs de qui a fait les attentats de 2001.

« LES CONDITIONS DU VIVRE  
ENSEMBLE SONT ASSEZ  
MALMENÉES ET LES FORCES  
DU POPULISME SAVENT PROFITER  
DE CE CONTEXTE. ET DANS  
CE CONTEXTE, UNE DEMANDE  
D'ORDRE, D'AUTORITÉ S'OUVRE  
DANS L'OPINION. »





*Un indicateur de résilience :  
la crise sanitaire a révélé un  
besoin d'exprimer et de recevoir  
la solidarité*

**Anne Muxel** : Je vais finir sur un versant plus optimiste, il y a aussi des indicateurs de résilience. Je viens de finir un petit livre avec Adelaïde Zulfikarpasic sur l'engagement des Français, qui s'appelle Les Français sur le fil de l'engagement. Il y a l'engagement politique, syndical, associatif, et la crise sanitaire a également fait émerger une dynamique d'engagements.

La crise sanitaire a été l'occasion d'engagements de solidarité, de proximité. Beaucoup de jeunes qui ont souffert ont été solidaires. On voit là des signes d'engagement, de solidarité qui permettent de penser qu'il y a là un terreau pour restaurer les bases de la confiance.

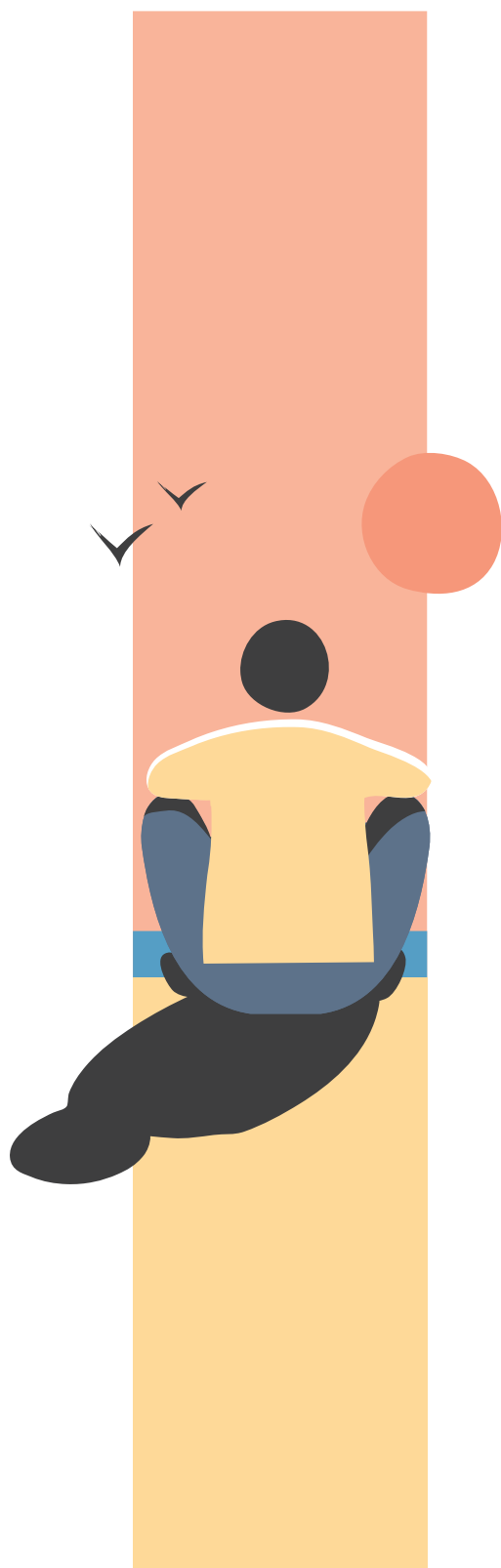
## La prise de conscience d'une vulnérabilité collective

**François Miquet-Marty** : Vous faites une réflexion très précieuse sur ce qu'il s'est passé pendant cette pandémie ; on n'a pas pris le temps de mettre en mots les épreuves qu'on a traversées. Vous dites que ce n'était pas qu'une pandémie qui a duré deux ans, ça va laisser des traces pendant longtemps. Dans votre livre, vous écrivez : « *la capacité de projection et d'anticipation a été mise à mal, c'est la confiance au fondement de toute vie en société qui s'est trouvée ébranlée* », puis, vous posez cette question : « *que sommes-nous sans les autres ?* ». Cette question renvoie à de nombreux phénomènes : au fait d'être seul et de se retrouver sur les réseaux sociaux sur lesquels on va pouvoir se rapprocher de gens qui nous ressemblent, ou bien au fait de chercher son identité à l'intérieur de soi. On a l'impression d'être dans un monde composé de solitudes parallèles et on ne sait plus vraiment qui on est. Que sommes-nous devenus, est-ce qu'on est encore plus isolés que par le passé ?

« ON A QUAND MÊME  
TENDANCE DANS NOS  
SOCIÉTÉS À OUBLIER NOTRE  
VULNÉRABILITÉ, ON Y FAIT  
FACE INDIVIDUELLEMENT  
PEUT-ÊTRE MAIS RAREMENT  
COLLECTIVEMENT. »

**Anne Muxel** : La crise sanitaire a occasionné une rupture anthropologique de la façon dont on se doit de traiter les morts, dans le passage du monde du vivant au monde des morts, il y a eu là un événement traumatique. Sur la question de la mort ça faisait longtemps qu'on n'avait pas vécu cela, les guerres c'était il y a longtemps, et ce n'était pas la même chose, là on a vécu une expérience à un niveau planétaire. Il y avait les décomptes de morts, des images qui nous ont fortement marquées et qui ont imprégnées le débat public.

On a quand même tendance dans nos sociétés à oublier notre vulnérabilité, on y fait face individuellement peut-être mais rarement collectivement, c'est plutôt évincé, et là il y a eu ce rappel lors de la crise sanitaire.



## *La prise de conscience d'une nécessaire quête de sens*

Pour répondre à votre question, la crise sanitaire nous a obligés à avoir cette prise de conscience, ça a mis en travail la réalité de nos vies, de nos relations. Il y a des gens qui ont vécu des ruptures, des changements de trajectoires, qui ont changé de travail, qui ont changé de partenaire.

« LA PANDÉMIE A ACCÉLÉRÉ UN CHANGEMENT DE MODE DE VIE DANS LES RELATIONS DE TRAVAIL. »

Par le prisme de l'intime, il y a eu des décisions et beaucoup de questionnements sur des changements de mode de vie, par exemple à travers le télétravail, qui a vécu une généralisation, et sur ce changement on ne reviendra pas en arrière, en tout cas les Français n'y renoncent pas. La pandémie a accéléré un changement de mode de vie dans les relations de travail.

## L'INTERVENTION DE JEAN-LUC IZARD

### *Peut-on opposer la crise de la démocratie à un besoin de démocratie ?*

**François Miquet-Marty** : Pour compléter et mettre en regard l'analyse de la société et l'analyse du cœur du pouvoir, de ce qui est possible de faire ou non, je me tourne maintenant vers vous Jean-Luc Izard. « Père », « maître à penser », « homme de l'ombre », voilà ce que l'on dit sur vous. Vous avez été le directeur de cabinet d'un secrétaire d'État chargé des Retraites et de la Santé, vous avez donc largement contribué au projet de la réforme des retraites proposée au dernier mandat. Quel bilan faites-vous de votre expérience au cœur du pouvoir ? Est-ce qu'il est possible de réformer facilement ?

« ON A (...) FAIT DES GROUPES DE PARTICIPATION CITOYENNE COMPOSÉS DE PERSONNES QUI AVAIENT DES ORIENTATIONS POLITIQUES BIEN DIFFÉRENTES MAIS QUI ARRIVAIENT TRÈS BIEN À COMMUNIQUER. »

**Jean-Luc Izard** : Non, ce n'est pas facile, c'est même très difficile, c'est très balisé. Une réforme elle n'échoue pas en fonction de ses soutiens, mais en fonction de ses opposants. Une réforme ambitieuse va mettre des gens dans la rue puisqu'il y a des perdants, c'est la règle. Une réforme se mène en plusieurs phases. Il y a eu une première phase de travail en chambre et on a eu une deuxième phase d'appropriation par la population.

Sur ce point, on avait mené un travail de participation citoyenne assez fascinant à travers une plateforme de consultation qui a eu un grand succès, qui a pris la forme d'un dispositif très peu modéré ; on est intervenus seulement trois fois sur plusieurs centaines de milliers de témoignages pour censurer.

On a aussi fait des groupes de participation citoyenne composés de personnes qui avaient des orientations politiques bien différentes mais qui arrivaient très bien à communiquer. A la fin de ces échanges même, les participants qui ne partageaient pourtant pas les mêmes opinions plaisantaient entre eux sur leurs croyances profondes.

« UNE ENQUÊTE A MONTRÉ QU'AUCCUN ACTEUR INSTITUTIONNEL N'ÉTAIT VRAIMENT IDENTIFIÉ PAR LES FRANÇAIS POUR S'OCCUPER DE LA QUESTION DES RETRAITES. »

La troisième étape ça a été les arbitrages ministériels et là c'était beaucoup plus compliqué. Est apparue à ce moment-là une contradiction interne vis-à-vis du programme présidentiel de 2017. Il y a eu des accords au sein du gouvernement, entre les doux rêveurs et les sérieux on peut dire. Notre conviction c'était que nous n'avions pas le choix que de proposer de travailler plus longtemps. Une autre question a été : est-ce qu'il fallait faire des économies sur les retraites pour financer d'autres projets ? La crise du Covid a arrêté brutalement cette réforme, le Président considérant que les conditions sociales ne permettaient plus de la mener à bien. Et avant la crise sanitaire il y a eu la crise des Gilets jaunes qui nous a sacrément secoués.

Une enquête a montré qu'aucun acteur institutionnel n'était vraiment identifié par les Français pour s'occuper de la question des retraites. Les organisations syndicales font elles aussi partie des institutions à l'égard desquelles les Français entretiennent une grande défiance.



## L'avènement d'une société de liberté et de choix

« SI ON NE COMMENCE PAS À TRAVAILLER SUR L'EMPLOI DES SENIORS, ET LES CONDITIONS DANS LESQUELLES ILS PEUVENT TRAVAILLER, ON N'ARRIVERA PAS À FAIRE COMPRENDRE CETTE RÉFORME À L'OPINION. »

**François Miquet-Marty** : Aujourd'hui, il y a un projet très médiatisé autour d'une nouvelle réforme de la retraite. Quel regard vous portez sur cette nouvelle réforme des retraites ?

**Jean-Luc Izard** : Je pense qu'elle est plus réalisable, plus simple. Personnellement, je me suis toujours battu contre une réforme qui repose sur une augmentation sèche de l'âge de départ, l'opinion ne comprend pas cette idée. Si on ne commence pas à travailler sur l'emploi des seniors, et les conditions dans lesquelles ils peuvent travailler, on n'arrivera pas à faire comprendre cette réforme à l'opinion. En région parisienne, les assistants qui font 1 heure de trajet le matin et le soir, avec le temps ça devient de plus en plus usant, fatigant. Travailler sur l'emploi des seniors, c'est la condition primordiale pour faire cette réforme. Cette réforme est destinée à faire des économies, les pensions relatives vont baisser, assez sèchement d'ailleurs. Le risque c'est d'oublier que les Français ne raisonnent pas en politique publique, ils se disent « *c'est mon argent* ».

On n'est plus dans une société dans laquelle les règles doivent être aussi lisibles, on est dans une société qui demande de la liberté, du choix. Qui sommes-nous pour imposer un âge de départ à la retraite ? Pourquoi imposer une règle selon laquelle à tel âge vous êtes retraité ? Si on a envie de s'occuper de ses petits-enfants ou au contraire de continuer de travailler au-delà ?

## *Intégrer la notion de services dans la pacte de solidarité*

« LA NOTION DE SOLIDARITÉ A PERDU BEAUCOUP DE SON SENS, ON NE SAIT PLUS POURQUOI, POUR QUI, DANS QUEL BUT ON EST SOLIDAIRE. »

**François Miquet-Marty** : Au-delà de la réforme des retraites, quelle réforme vous semble souhaitable aujourd'hui ?

**Jean-Luc Izard** : Le sujet de l'emploi des seniors. Sur la protection sociale, on a un problème de confiance, la notion de solidarité a perdu beaucoup de son sens, on ne sait plus pourquoi, pour qui, dans quel but on est solidaire. On est confronté à cette hésitation sociale, collective. Il faut refonder cela au plan politique pour reconstruire la confiance.

« JE CROIS QUE L'AVENIR EST DANS LES SERVICES, ET NON PLUS DANS LES PRESTATIONS. »

Je pense que sur le grand âge, le sujet c'est le service à la personne, donc il faut recruter dans ce secteur. Demander une fois de plus aux actifs de financer l'indépendance des plus anciens, je pense que politiquement, socialement, ça ne va pas marcher. Je ne crois pas à la grande sécu, je crois que l'avenir est dans les services, et non plus dans les prestations. Les grandes organisations ne sont pas les mieux armées pour accompagner les gens au plus proche de leur vie.

Ce qu'on entend aujourd'hui, c'est des besoins de services. Les gens veulent que la protection sociale s'aligne sur ce que fait Amazon, sur ce que fait une banque, ce qu'ils veulent c'est un organisme joignable 24 heures sur 24, ce n'est pas des formulaires qui n'en finissent plus. S'il y a des choses à faire c'est restaurer la confiance et développer des services.

## ÉCHANGES : APPROFONDISSEMENTS ET PERSPECTIVES

### *Le rôle de la proximité dans la restauration de la confiance*

**1. Question de l'auditoire :** Je m'interroge sur la question de la proximité. On a besoin de proximité tant sur la participation que sur la décision. La déconcentration, ce pays en a-t-il besoin plus largement ?

**Anne Muxel :** Oui tout à fait, j'introduirais la complexité suivante : de la part des individus, ce besoin de proximité, cette confiance dans l'échelon local, au niveau des collectivités territoriales de proximité, mais ils continuent malgré tout à considérer que la politique se joue au niveau national, central, à penser que les décisions sont prises à ce niveau-là. Cette complexité explique beaucoup ce mécontentement permanent de la part des citoyens vis-à-vis des actions menées. Il y a à la fois cette demande de proximité, cette confiance dans les instances de proximité, mais toujours cette considération que le pouvoir est recentré au niveau national. Il y a sans doute là quelque chose à travailler, à réconcilier. Des initiatives au niveau du gouvernement en matière de participation citoyenne ont été en partie réussies, en partie parce que je pense au Grand débat par exemple ou encore à la Convention citoyenne sur le climat. Et puis c'est pas n'importe quel citoyen qui se retrouve dans ces assemblées, c'est toujours les mêmes. Mais une décentralisation ne suffirait sans doute pas à répondre à cette crise de représentation politique.

**Jean-Luc Izard :** On est tous baignés dans un colbertisme. Dans n'importe quel JT, vous avez forcément quelqu'un qui vous explique que c'est la faute de l'État. Il faut qu'on renonce à l'idée du colbertisme. Peut-être qu'il faut que les prestations ne soient pas les mêmes à Brest qu'à Marseille, mais ce serait aussi un choc terrible pour notre démocratie.



## *Adapter le pacte de solidarité aux nouvelles réalités sociales*

**2. Question de l'auditoire :** Quel est votre point de vue sur les régimes spéciaux ?

**Jean-Luc Izard :** Les régimes spéciaux il faut les supprimer, ils ont leur logique, ils ont été construits dans un monde du travail qui considère que vous entrez dans le monde du travail en entrant dans une entreprise et que vous en sortez en quittant cette même entreprise. Ça correspond pas du tout à notre société d'aujourd'hui. La logique des statuts est complètement dépassée.

Je pense qu'il faut travailler davantage. On n'est pas loin du conflit générationnel. On peut imaginer taxer l'héritage, on peut demander de travailler plus longtemps, on peut faire des journées de solidarité, il y a d'autres façons de faire les choses, il faut être imaginatif. La question de la succession elle se pose réellement, ça pourrait valoir le coup d'en parler.



## *Repenser le récit de la protection sociale ...*

**3. Question de l'auditoire :** Vous avez évoqué le décalage entre la perception des choses et la réalité des choses. Sur la réforme des retraites, je suis frappé par la façon dont vous en parlez, Jean-Luc Izard, on comprend qu'on a des difficultés à considérer l'implication des partenaires sociaux au plus haut point sur des enjeux majeurs. Ensuite, au-delà des modalités de protection sociale, est-ce que ce n'est pas la personnalisation de la prévention, de l'accompagnement qui doit être différente ? Avec une personnalisation digitalisée, pour éviter à la fin que les solutions soient portées que par Amazon ou par les Chinois ?

**Jean-Luc Izard :** Il y a Doctolib... Je crois plus largement qu'il y a un problème de formation. La sécurité sociale, c'est 36 % de notre richesse nationale, les retraites c'est le PIB de l'Autriche. On a perdu le récit national, aujourd'hui la sécurité sociale c'est un cliché. Introduire ces notions dans les programmes d'éducation, enseigner comment ça marche la sécu, je pense que c'est important. Je fais totalement confiance aux partenaires sociaux sur la réforme des retraites même si je doute fort qu'un jour on ait les signatures de certains d'entre eux. Lors de notre travail sur la réforme des retraites, ça s'est vraiment bien passé au début avec les partenaires sociaux. Je pense que c'est là que se trouve la solution, mettre la CFDT et le MEDEF d'accord.

## *... afin d'aligner les perceptions sur le réel*

**Anne Muxel :** Vous parliez du décalage entre la perception et la réalité, comment restaurer cette perception ? Car il y a effectivement un décalage entre la perception et le réel. Je pense que dans ce domaine les médias ont un rôle à jouer. Il pourrait y avoir des campagnes pour présenter les avantages dans notre pays par rapport à d'autres, en matière de protection sociale, de santé. Les Français ne savent pas que ça peut être mieux ici qu'ailleurs et c'est jamais présenté. Il faudrait faire passer plus de messages dans une logique de comparaison avec d'autres pays.

**Jean-Luc Izard :** On n'a pas une culture du dialogue très poussée dans notre pays, nos élites sont d'ailleurs formées au contraire, il faut formuler une pensée qui sera immédiatement comprise par les autres. Les élites françaises ne sont pas dans le dialogue.

## CONCLUSION : OUVERTURES À L'ISSUE DES ÉCHANGES

*Quelle protection sociale dans  
une société qui sacralise le choix  
et la liberté individuelle ?*

Comment refaire société et repenser le pacte de solidarité lorsque la société s'individualise et que la notion même de solidarité a perdu de sa substance ?



Pierre Rosanvallon évoquait lors d'une précédente rencontre Aéma l'importance d'adapter le récit de la solidarité nationale aux mutations de société en ciblant davantage les personnes plutôt que les groupes, les citoyens plutôt que les populations. Une nécessité d'adaptation du récit qui répond au besoin de chacun de se sentir détenteur d'une singularité qui serait perçue et considérée au-delà du groupe.

Ce besoin de personnalisation par le récit peut-il se doubler d'une personnalisation de l'offre sociale du pacte de solidarité ? Ainsi la notion de prestation commune deviendrait celle d'un service personnalisé et adapté aux difficultés nouvelles rencontrées par les Français.

Quelle lecture les institutions ont-elles de notre société en mutation et quelle compréhension ont-elles des nouveaux besoins des citoyens ?

Dans notre société individualisée qui sacralise le choix et la liberté, la personnalisation de l'offre sociale ne pourrait-elle favoriser le sentiment de considération nécessaire pour restaurer la confiance envers nos institutions et redonner à chacun l'envie de faire société ?

## LES INTERVENANTS



## Anne Muxel

Anne Muxel est Directrice de recherches en sociologie et en science politique au CNRS (CEVIPOF/Sciences Po).

Ses travaux dans le champ de la sociologie politique s'attachent à la compréhension des formes du lien des individus à la politique, au travers de l'analyse de leurs attitudes et de leurs comportements (nouvelles formes d'expression politique, rapport au vote, modes de socialisation et de construction de l'identité politique).

Elle a mené de nombreux travaux sur la transmission des valeurs dans la dynamique générationnelle et est une spécialiste reconnue des études sur la jeunesse. Ses derniers ouvrages sont : *Toi, moi et la politique. Amour et convictions*, Seuil, Paris, 2008, avec Bruno Cautrés, *Comment les électeurs font-ils leur choix ? Le Panel Electoral Français 2007*, Presses de Sciences Po, Paris, 2009, *Avoir 20 ans en politique. Les enfants du désenchantement*, Seuil, Paris, 2010. Elle a dirigé plusieurs ouvrages collectifs aux Presses de Sciences Po, *La politique au fil de l'âge*, paru en 2011, *La vie privée des convictions. Politique, affectivité, intimité*, en 2013, *Temps et politique. Les recompositions de l'identité*, en 2016.

Elle est membre du comité de rédaction de la Revue française de sociologie et de la revue *Projet*.

Elle est membre du bureau du Département de science politique de Sciences Po et membre élue du Conseil de gestion du CEVIPOF.

Publications récentes :

- *L'Autre à distance*, Odile Jacob, 2021
- *Politiquement jeune*, Editions de l'Aube, 2018
- *La tentation radicale*, Presses Universitaires de France, 2018



## Jean-Luc Izard

Jean-Luc Izard est administrateur général de l'État chargé d'exercer les fonctions de conseiller sur les questions relatives à l'action territoriale des organismes de sécurité sociale auprès du directeur de la Sécurité sociale, à l'administration centrale des ministères sociaux et du ministère de l'économie, des finances et de la relance.

Il a notamment été directeur du cabinet du secrétaire d'État auprès de la ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion, chargé des retraites et de la santé au travail.

Auparavant Directeur du Cabinet du Haut-Commissaire aux retraites, puis du Secrétariat chargé des retraites.

Administrateur général au sein du ministère des affaires sociales et de la santé, ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social, ministère des familles, de l'enfance et des droits des femmes, ministère de la ville, de la jeunesse et des sports.

Directeur du Groupement d'intérêt public « Union Retraite ».

Directeur de la Caisse de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaires.

Sous-directeur des retraites et des institutions de la protection sociale complémentaire à la direction de la Sécurité sociale.

Sous-directeur de l'accès aux soins, des prestations familiales et des accidents du travail.

Chef de la division des affaires communautaires et internationales dans cette même direction.



## François Miquet-Marty

François Miquet-Marty est président-fondateur de l'institut d'études et de conseil en opinion Viavoice qu'il a créé en 2008, et du GCF (Global Center for the Future), centre de recherches prospectives transdisciplinaires qu'il a créé en 2019.

Depuis la crise de 2008, François Miquet-Marty concentre ses travaux sur les nouvelles conditions de croissance des entreprises. Son approche repose notamment sur les opportunités de croissance offertes par les mutations de société et culturelles.

Il a développé une partie de ses analyses dans plusieurs livres, dont :

- *Les nouvelles passions françaises. Réinventer la société et répondre à la crise*, Michalon, 2013 ;
- *Secrets de croissance. L'entreprise métamorphose, nouvel âge de l'entreprise*, Michalon, 2016 ;
- *Le pari de l'avenir. Manifeste pour la prospective*, Fauves, 2017 ;
- *Réinventons le progrès !*, L'Aube, 2020.

François Miquet-Marty est devenu un habitué des médias par son regard à la fois pragmatique, ancré dans la réalité tout en étant prospectif.

Docteur de l'EHESS (Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Paris).



## *Laurent Semmel*

Laurent Semmel est consultant au sein de l'institut Viavoice et du GCF (Global Center for the Future).

Anthropologue et historien, il intervient dans la réalisation d'études qualitatives et quantitatives sur des enjeux sensibles de communication, santé et intérêt général. Il possède une expertise médias et communication, fruit d'une expérience de dix années dans la conception, la production et la réalisation de projets audiovisuels et digitaux.



## AÉMA GROUPE

Société de Groupe d'Assurance Mutuelle (SGAM),  
entreprise régie par le code des assurances,  
dont le siège social se situe 17-21, place Étienne-Pernet - 75015 Paris,  
identifiée sous le numéro unique 493 754 261.